

<https://journal.alternatives.ca/Le-mouvement-de-Gilets-jaunes-lutte-pour-reinventer-la-democratie-alors-que-le-gouvernement-Macron-intensifie-la-propagande-et-la-repression>



Le mouvement de Gilets jaunes lutte pour réinventer la démocratie alors que le gouvernement Macron intensifie la propagande et la répression (1/2)



Date de mise en ligne : vendredi 2 août 2019

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles d'Alternatives -

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Après des mois de présence constante près des carrefours routiers, des postes de péage et lors des manifestations du samedi, l'important mouvement social auto-organisé, que l'on nomme le mouvement des Gilets jaunes, vient de tenir sa deuxième « Assemblée des assemblées » nationale. Des centaines de groupes de militants autonomes, s'identifiant au mouvement, sont venus de toute la France et ont réuni deux délégués (une femme et un homme) dans la ville portuaire de Saint-Nazaire pour une fin de semaine de délibération (tenue du 5 au 7 avril 2019).

Après des semaines d'accrochages avec les autorités municipales, les habitants ont pu assister à la réunion se tenant à la « Maison du peuple » de Saint-Nazaire, à la série de réunions générales et aux trois jours de groupes de travail, le tout dans une atmosphère conviviale. Un panneau affiché sur le mur proclamait : « Personne n'a la solution, mais tout le monde en a un morceau. »

Leur projet : mobiliser leur intelligence collective pour se réorganiser, élaborer des stratégies et étendre leur lutte. Leur objectif : atteindre les objectifs de salaires décentés et de retraite, la restauration des avantages et services sociaux comme les écoles, les bureaux de poste et les hôpitaux, la taxation des riches et la réinvention de la démocratie. Leur déclaration se terminait par la phrase « Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Je me demande souvent s'ils connaissent la provenance de cette phrase.

Le jaune et le vert : même combat

Une attention particulière fut portée aux enjeux environnementaux, le slogan souvent répété : « Fin du monde, fin du mois, même logique, même combat ! ». L'assemblée est même allée plus loin en affirmant que « toute personne souhaitant mettre fin à l'expropriation de la vie doit adopter une posture revendicatrice contre le système actuel pour créer, ensemble, un nouveau mouvement populaire et écologiste ».

On constate ainsi une évolution du mouvement des Gilets jaunes, qui fut lancé par les manifestations contre l'augmentation des taxes sur le diesel, une mesure soi-disant imposée en réaction aux enjeux environnementaux (le fait que seul 17% des profits générés par cette taxe ont été dirigés vers la question environnementale reste peu connu. Néanmoins, Macron a finalement retiré la mesure en réponse aux contestations). Depuis, le mouvement tente d'inclure les groupes et militants environnementaux, qui sont, cependant, perçus par plusieurs gilets jaunes comme issus de la pauvreté et du contexte ouvrier comme bourgeois à vélo qui, malgré de bonnes intentions, ne sont pas prêts à remettre en question le système dans son ensemble.

Leur lutte met donc au défi les militants écologistes : « Joignez-vous à notre lutte pour l'équité et soyez prêts à combattre le système dans sa totalité ». Superbe ! Qui ose dire qu'un mouvement autonome et non-structuré, composé de gens ordinaires peu éduqués, n'est pas capable de mettre sur pied stratégies et tactiques ? Les psychologues nous expliquent que cette « sagesse de foule » émerge quand les gens sont égaux et libres de toute contrainte [1]. Cette sagesse se construit à travers l'expérience et la discussion. C'est un processus dialectique. « Personne n'a la solution, mais tout le monde en a un morceau. ». C'est le fondement de la démocratie athénienne, de laquelle les gilets jaunes ont aussi emprunté l'idée de choisir les représentants par loterie.

Autonomie

L'assemblée des assemblées illustre le désir d'écarter les partis politiques et les dirigeants, les principes fondateurs du mouvement des Gilets jaunes. Selon moi, il s'agit d'une brillante idée. En effet, tous les mouvements de masse auxquels j'ai participé au courant du dernier demi-siècle ont été récupérés par l'« establishment » ou écrasés. Les dirigeants s'installent dans un bureau, essaient de lever des fonds et accéder aux leviers du pouvoir pour finalement compromettre leurs principes et traiter leur base militante comme simples noms sur une liste d'envoi, comme ce fut le

cas lors du gel nucléaire qui avait jadis mobilisé des millions. Éventuellement, le Parti Démocrate les attrape. Ici, le Parti Socialiste a avalé SOS Racisme, l'embryon d'un mouvement antiraciste duquel la France a gravement besoin.

Instinctivement, les gilets jaunes semblent démontrer et mettre en pratique une critique de la démocratie représentative qui remonte au 18ème siècle et qui fut exercé lors de la commune de Paris en 1871. À cette époque, les délégués étaient soumis à des mandats limités et sujets aux rappels effectifs en plus d'être en rotation régulière et payés des salaires d'ouvriers. Les communards ont également fait appel à la solidarité des autres villes, les incitant à se rebeller et à s'unir de manière fédérative. Voilà le modus operandi des Gilets jaunes.

L'Europe

La critique véhiculée à la représentativité permet d'expliquer et comprendre l'attitude du mouvement face aux prochaines élections pour le parlement européen à Strasbourg. Selon les gilets jaunes, ce scrutin fait figure de répétition pour les prochaines élections législatives dans lesquelles les partis seront réellement en compétition pour le vote. La crainte d'être manipulé pour des raisons politiques est fortement présente. Le mois dernier, plusieurs gilets jaunes ont reconnu, lors d'une manifestation à Paris, l'une de leur camarade qui avait alors déclaré sa candidature au nom du mouvement et qui fut, ainsi, l'objet de couverture médiatique. Furieux, ils l'ont hué jusqu'à ce qu'elle décide, bouleversée, de retirer sa candidature. Ce n'était pas joli, mais il s'agit d'un exemple nécessaire pour tous ceux qui préféreraient se lancer en politique plutôt que de rester simple gilet jaune.

En ce qui concerne l'Europe, l'Assemblée, loin de prôner un Frexit, a lancé un appel aux autres mouvements sociaux européens, les invitant à se solidariser et unir leurs forces contre le néolibéralisme. Autrement, l'Assemblée n'a aucune pertinence à la participation électorale. Tout le monde sait que le parlement européen n'a aucun pouvoir ni visibilité. Le parlement ne se trouve même pas à Bruxelles, là où se prennent les décisions importantes par les représentants des grandes banques Allemandes et des multinationales. Par ailleurs, ce parlement limite les dépenses en temps de déficit, ainsi il serait illégal pour la France de financer les programmes sociaux et la transition environnementale que réclament les citoyens.

La restructuration et la réflexion

La fin de semaine dernière, l'Assemblée des assemblées se tenait en même temps que l'Acte 21 du mouvement des Gilets jaunes et de leurs efforts pour occuper les places publiques pour librement revendiquer et proclamer leurs espoirs et frustrations, seulement 23,400 personnes sont descendues dans la rue à travers la France, le compte le plus bas jusqu'à présent. Ceci n'est pas étonnant vu les cinq mois de répression sanglantes qu'ont connu les gilets jaunes. Cette fois encore, les policiers étaient au rendez-vous, ils ont arrêtés et fouillés 14,919 individus selon la préfecture parisienne. Suite à vingt-et-une semaines de combat, plusieurs d'entre nous sommes trop fatigués, trop apeurés et/ou trop vieux pour continuer à courir avec les taureaux dans la rue, évitant les bombes lacrymogènes.

« Nous nous étions préparés à un sprint, alors qu'en vérité il s'agit d'un marathon, pour lequel nous devons nous entraîner » Admet un militant. Nous réalisons le besoin de varier nos tactiques, de raffiner nos objectifs et mieux organiser nos structures démocratiques pour assurer la pérennité du mouvement. L'assemblée qui s'est tenue la fin de semaine dernière, tentait de régler ces enjeux, en commençant par trois semaines de discussions et de nouvelles approches.

Parmi les nouvelles tactiques adoptées, l'appel aux militants à travers la France pour manifester contre la croissante répression imposée par le gouvernement Macron, la libération des emprisonnés, qu'ils soient gilets jaunes ou issue d'autres communautés opprimées telle la communauté Nord-Africaine qui a vu son mouvement de contestation de

2005, portée par la jeunesse, brutalement écrasé. « La répression violente qui est vécu aujourd'hui l'a été depuis des dizaines d'années dans les quartiers populaires » et, en conclusion, « l'autoritarisme est maintenant généralisé à la société entière ».

La réponse de Macron : Propagande et répression violente

On constate le contraste entre les délibérations populaires de gilets jaunes et le dévoilement des résultats issue du Grand débat mené par le gouvernement Macron. Ce débat n'est autre qu'un exercice de publicité, ayant coûté 12 millions d'Euros, pour mettre de l'avant le président répondant aux questions posées par des participants sélectionnés, dont des maires et figures publiques provenant des villes et villages français. Au total, Macron a pu s'entretenir avec eux pour 92 heures.

Le Monarque élu de la France a orchestré ce débat en y imposant d'avance ses limites (la taxation des riches et des multinationales étant éliminé d'emblée), on y note l'absence de sa réponse au sujet de la démocratie participative réclamé par les gilets jaunes. Les résultats ne furent donc pas étonnant - la majorité des français veulent payer moins de taxes sans pour autant couper dans les services publiques (NYT 9 avril). Lorsqu'on leur demande si le Grand débat fut un succès pour Macron et son gouvernement, seuls 6% sondé par BFM-TV répondent que oui. Un autre sondage révèle que 35% des français soutiennent toujours les gilets jaunes (comparé à 70% en décembre) et que seul 29% approuvent de Macron.

Au-delà des relations publiques, la véritable réponse du gouvernement Macron quant à l'opposition populaire posée par les gilets jaunes est très austère : la diffamation, la répression violente et les nouvelles lois limitant la possibilité de manifester - un droit pourtant garanti par la Déclaration universelle des droits humains ainsi que par la Constitution française. Macron et ses ministres ont publiquement dénoncés les gilets jaunes, les targuant d' « antisémites », de « fascistes' », d'une « foule haineuse » et les décrivant comme une conspiration violente de 40-50 000 terroristes d'extrême gauche et d'extrême droite ayant pour objectif la destruction des institutions françaises.

Cette vulgaire caricature est sans cesse illustrée dans les médias et renforcée par les images effrayantes de violence et de vandalisme contre les symboles de la richesse et du pouvoir à Paris. Ces images servent à déshumaniser les manifestants, que l'on reconnaîtrait autrement comme pauvres issus de la province qui sont à bout d'être ignorés. Alors qu'ils sont démonisés, les demandes formulées par les gilets jaunes pour la justice et la dignité sont facilement écartables. Puisqu'ils constituent une menace pour la France, on doit les réprimer.

Depuis novembre 2018, alors que le mouvement des Gilets jaune s'est soudainement élevé à 300 000 militants, le gouvernement a encouragé une brutalité policière sans précédent. Cette brutalité s'est incarnée par l'utilisation d'armes militaires contre des manifestants non-armés, provoquant ainsi des centaines de blessures graves (dont des aveuglements, la perte de membres et des visages fracturés). Bien qu'elle soit invisible dans les médias français, cette violence gouvernementale a été condamnée à répétition par des experts en droits humains en France et dans l'Union Européenne, ainsi que par Michelle Bachelet, l'ex présidente du Chili et commissionnaire des droits humains pour l'ONU.

La violence de l'État enfin exposée

Samedi le 23 mars, alors que le président Macron visitait la côte d'Azur, la porte-parole locale de ATTAC (organisme international, actif depuis 20 ans, qui propose la taxation des transactions financières pour le réinvestissement social) âgée de 73 ans, Geneviève Legay, s'est jointe à la manifestation des gilets jaunes tenue à Nice, où elle a dénoncé la répression. Lors d'un entretien avec la télévision locale, en tenant un drapeau multicolore de la paix, elle a déclaré que : « Nous sommes ici pour rester et nous avons le droit de manifester...Nous quitterons cette place

lorsque nous en auront envi. S'ils utilisent la force contre nous, ils verront. Je n'ai pas peur, j'ai 73 ans, que pourrait-il m'arriver ? Je me bats pour mes petits-enfants. Contre les paradis fiscaux et tout l'argent que trafiquent les banques, et aussi contre les énergies fossiles. »

Quelques instants plus tard, le commandant de Police Souchi a ordonné aux CRS (Compagnies républicaines de sécurité) de foncer sur le groupe de manifestants pacifistes dans lequel se trouvait Geneviève Legay. Elle s'est retrouvée au sol, entourée de CRS, saignant profusément avec un crane fracturé et des côtes cassées. Elle est toujours à l'hôpital avec des blessures graves.

Lundi, le procureur public et le président Macron ont catégoriquement nié qu'elle avait eu un accrochage avec la police. Le président, en entretien avec un journal local, lui a formulé des excuses hypothétiques, lui « souhaitant un prompt rétablissement » et espérant qu'elle en tire une leçon de sagesse.

Selon le président Macron, une personne âgée comme Mme. Legay, aurait dû savoir de ne pas se présenter à la manifestation, ou, selon lui, elle s'est fait piétiner par la foule (Macron, à la manière de Trump, semble prêt à joindre l'insulte à l'injure). Or, selon l'entretien de Mme. Legay, elle savait très bien que manifester, tout en défendant ses libertés démocratiques, comportait un risque et elle a même prédit les représailles policières quelques minutes avant que celles-ci soient ordonnées par le Commandant Souchi.

En effet, les vidéos prises sur place et les témoignages de médecins de rue et d'autres témoins oculaires (y compris des policiers) racontent une autre histoire. Apparemment, un policier brandissant un bouclier l'aurait frappée à la tête et l'aurait assommée, après quoi lui et d'autres policiers se seraient assis sur elle et l'auraient traînée sanglante, refusant de permettre à des médecins de rue de lui apporter secours. Ils l'auraient peut-être aussi frappée quand elle était tombée, ce qui expliquerait ses côtes fissurées.

Plus tard, la police est entrée dans l'hôpital où Mme Legay était seule (l'entrée de ses filles avait été interdite sans explication). Ils ont essayé à plusieurs reprises de faire avouer à Mme Legay qu'un « caméraman » l'avait poussée à terre, mais quand elle a répété qu'il s'agissait d'un policier, ils ont cessé de prendre des notes.

Pendant ce temps, des vidéos de l'attaque ont été diffusées sur Internet et le site d'informations indépendant soutenu par des abonnés, Mediapart. Ce média a recueilli des témoins et les a présentés au procureur général qui a été obligé, le 29 mars, de revenir en arrière et d'affirmer l'implication de la police.

Ensuite, le 8 avril, Mediapart a dévoilé la dissimulation officielle et délibérée de cette attaque. Il s'avère que la personne en charge de l'enquête, Hélène P, l'une des policières qui avait fait pression sur Mme Legay dans sa chambre d'hôpital pour déclarer qu'elle avait été poussée par un « caméraman », n'était autre que la conjointe du commandant Souchi, qui avait crié l'ordre de « Charger ! Charger ! » sur groupe pacifique dans lequel se tenait Mme Legay.

Ce scandale a finalement rompu le silence officiel sur la brutalité de la police française après cinq mois d'attaques violentes et aveugles contre les gilets jaunes- visibles sur YouTube mais pas à la télévision. Même la mort, lors d'une manifestation sur le logement à Marseille, de Zaineb Redouane, une femme de 80 ans qui a été tuée à sa fenêtre à l'étage par une grenade lacrymogène au visage, a été ignorée. (Après tout, elle était seulement algérienne.)

Les mensonges et la dissimulation de Macron

Ainsi, la dissimulation des violences policière orchestré par le président de la République a donc été dévoilé. Pas aussi étrange qu'on pourrait le penser, compte tenu du scandale qui le secoue depuis l'été dernier, également révélé par Mediapart, de l'affaire Benalla - le chef de la sécurité de Macron, qui a été filmée l'année dernière sur une vidéo, portant un uniforme de la police antiémeute empruntée, en train de matraquer violemment un manifestant étendu sur le sol - apparemment pour le plaisir. Il est ensuite apparu que le protégé et bras gauche de Macron, Benalla, était également impliqué dans une série d'intrigues et d'escroqueries internationales, qui continuent de ternir l'image propre et pure de Macron en France, notamment à mesure que de nouvelles preuves apparaissent.

Néanmoins Macron, un ancien socialiste, est toujours considéré au niveau international comme un leader progressiste et démocratique, modernisant efficacement « l'exception » archaïque de la France face au dogme néolibéral, et, fondamentalement, un ami des droits de l'homme. L'extraordinaire violence de son régime est restée cachée derrière un rideau de diabolisation des gilets jaunes et une censure de facto des médias traditionnels. Même la New York Review of Books, une revue libérale, qui dans les années 60 avait imprimé en première page le schéma d'un cocktail Molotov, s'est accrochée à cette ligne, accusant les manifestants d'être les responsables de la « violence ». Avant de conclure sur ce propos, examinons quelques statistiques désagréables, puis le rôle des casseurs, soi-disant attribué au Black Block, en ce qui concerne ce schéma narratif.

La violence par qui ?

Le récit officiel est que les gilets jaunes ont attaqué les forces de l'ordre et, en fait, on les voit souvent à la télévision en train de jeter des cartouches de gaz lacrymogène à la police. Le ministre de l'intérieur Castaner a été catégorique : « Je ne connais aucun policier qui ait attaqué les gilets jaunes. » Voici donc les statistiques :

Aucun policier n'a été grièvement blessé au cours des cinq mois d'affrontements hebdomadaires avec les gilets jaunes.

Selon les dernières statistiques officielles du ministère de l'intérieur, 2 200 manifestants ont été blessés, 10 ont eu des blessures permanentes aux yeux, 8 700 ont été arrêtés, 1 796 ont été condamnés, 1 428 cartouches de gaz lacrymogène ont été tirées, 4 942 grenades à dispersion lancées et 13 460 « flashballs » (LBD) tirées.

Les flashballs, fabriquées en Suisse, sont répertoriées comme des « armes militaires sublétales », mais lorsqu'elles franchissent la frontière française, elles deviennent par magie des dispositifs de contrôle des foules. Elles sont extrêmement puissantes et précises lorsque lancées à 50 mètres, et le nombre de blessures à la tête indique qu'elles ont été délibérément dirigées contre la tête des manifestants, tout comme les bombes lacrymogènes et les grenades.

La liste de Mediapart compte 606 manifestants blessés, dont un mort, 5 mains arrachées, 23 aveugles d'un oeil, 236 blessures à la tête (dont les mâchoires déchirées) et 103 attaques de journalistes. Parmi les blessés, 464 étaient des manifestants, 39 des mineurs, 22 des passants, 61 des journalistes et 20 des médecins [2].

Qu'en est-il des violents vandales ?

En ce qui concerne le Black Block et les autres casseurs, ils sont certainement coupables de dommages matériels assez importants, mais n'ont, à ma connaissance, mutilé aucun être humain. Cela, pour moi (mais apparemment pas pour les médias français) est une différence significative. Je n'ai jamais mangé au restaurant Fouquet, mais je suis sûr qu'ils ont une assurance.

Mon problème avec le Black Block lors des manifestations des gilets jaunes, c'est qu'ils ne se font jamais arrêter ou

frapper par des flashballs. Allez sur YouTube et vous pouvez voir des dizaines de vidéos d'individus masqués et vêtus de noir, avec des barres de fer brisant les banques et détruisant des magasins à la vue. Personne ne les arrête jamais. Pourquoi ?

Un certain nombre de casseurs ont été repérés (et filmés) en tant que policiers provocateurs, infiltrés dans les manifestations pour détruire et causer des dommages matériels, puis exfiltrés par des lignes de police. C'est une vieille tactique de la police française destinée à gâcher l'image d'une manifestation et à justifier la répression violente., mais la vérité est que l'Europe est pleine de jeunes hommes en colère, de soi-disant anarchistes, profondément investis dans la lutte contre « *l'establishment* » et prêt à cibler ses symboles. Ils viennent de toute l'Europe.

Alors les policiers les laissent seuls et se concentrent sur leur mission principale : brutaliser les foules de manifestants ordinaires pour les effrayer et étouffer la dissidence. De plus, les membres de Black Block ont plus tendance à se défendre contre les policiers qui tentent de les arrêter que les lycéens, les parents avec enfants et les personnes âgées comme Geneviève et moi. J'aimerais beaucoup plus le Black Block s'ils combattaient les policiers eux-mêmes, au lieu de nous utiliser comme boucliers humains tout en exprimant leur rage, tout à fait compréhensible, alors que nous sommes gazés et tirés.

Législation « Libertycidale »

Les nouvelles lois « anti-casseurs » que Macron est en train de faire adopter par la législature légaliseront et jetteront dans le béton les pratiques répressives utilisées contre les gilets jaunes, les mettant ainsi à la disposition permanente de ses successeurs (Marine Le Pen par exemple). Ces lois n'ont rien à voir avec les vrais casseurs (qui enfreignent manifestement les lois existantes et ne doivent être appréhendés qu'en vertu de celles-ci) et tout ça pour rendre quasi-impossible les manifestation écologistes, syndicalistes et des gilets jaunes.

Par exemple, si vous êtes gilet jaune dans une petite ville et que vous prenez le train pour Paris un samedi, vous risquez d'être arrêté plusieurs fois lorsque vous faites votre chemin de la gare aux Champs-Élysées. Si vous avez dans votre sac à dos de la vaseline, des gouttes pour les yeux, des lunettes de ski, un casque de vélo, un cache-tête ou un masque à gaz, vous pouvez être arrêté, traduit en justice et condamné le jour même pour participation à un « groupe organisé dans le but de détruire l'ordre public et d'entraver les forces de l'ordre. »

Bien sûr, si vous insistez pour un véritable procès avec des avocats et tout le reste, ils se feront un plaisir de vous garder en prison, mais si vous n'êtes pas au travail lundi, vous perdrez votre emploi et entre-temps, qui s'occupera des enfants ? Et si vous finissez par participer à une manifestation et que celle-ci entraîne des dommages matériels, vous pouvez également être rendu juridiquement et financièrement responsable. Vous risquez également d'être placé sur une liste de personnes dangereuses et de ne pas pouvoir manifester à nouveau, à la guise du préfet.

La terrifiante proposition de transformer en loi ces pratiques absurdes de l'État policier est ce qui a poussé des pacifistes comme Geneviève Legay dans la rue avec les gilets jaunes. Interrogée à l'hôpital, où elle souffre toujours et se remet lentement de plusieurs blessures, elle a déclaré : « Aujourd'hui, je suis déterminée à poursuivre le combat. Il est de plus en plus nécessaire de le faire lorsque vous voyez la dérive anti-démocratique de ce gouvernement [...] Les gilets jaunes me soutiennent et je continuerai de les soutenir. Je ne vais pas arrêter de me battre pour défendre nos droits, comme je le fais depuis 50 ans, et pour lutter contre la répression de la part de l'État, quelle qu'en soit la forme. »

La mèche est vendue

Elle ne sera pas seule. La Ligue des droits de l'homme et plus de 50 autres groupes de défense des libertés civiles, associations religieuses, syndicats, associations de citoyens et partis d'extrême gauche viennent d'appeler à une manifestation nationale massive pour le droit de manifester, avec les gilets jaunes, le samedi 13 avril, contre la loi 23.

Le choix de samedi est significatif en tant qu'acte de solidarité avec les gilets jaunes, qui ont seuls défendu le droit du public de se réunir dans des lieux publics, et ce, malgré des risques personnels considérables. Depuis novembre, les gilets jaunes agissent dans le respect de ce droit démocratique fondamental en refusant par principe de demander à la police une autorisation spéciale permettant aux citoyens de se rassembler sur une place publique ou de défiler dans les rues. Imaginez « *Occupy Wall Street* » se produisant toutes les semaines dans tout le pays, dans les villes et sur les ronds-points. À eux seuls, les gilets jaunes ont subi des milliers de blessures et d'arrestations au cours de cet acte hebdomadaire de désobéissance civile, proclamant le droit à la ville. Maintenant, ils ont enfin une reconnaissance et des alliés [3].

Cette nouvelle convergence d'autres groupes, ainsi que les nouvelles perspectives émanant de l'Assemblée des Assemblées des gilets jaunes, pourraient marquer une nouvelle étape dans leur longue et solitaire lutte contre le régime néo-libéral, répressif et anti-démocratique de Macron, et contre sa volonté implacable d'éliminer les avantages relatifs en termes de niveau de vie, de services sociaux et de libertés individuelles que les générations précédentes de Français ont conquis en 1936 (grève générale), en 1945 (la libération) et en 1968 (grève générale et soulèvement des étudiants). En fait, depuis 1789 (la Déclaration des droits de l'homme, qui consacre le droit des peuples de manifester leurs griefs).

P.S. Pendant ce temps, le peuple algérien, après avoir subi un siècle de domination coloniale française, une longue et sanglante guerre pour l'indépendance et plus de 60 ans de domination d'un État policier corrompu, mène une lutte similaire pour la dignité et la démocratie, envahissant les rues une semaine (mais le vendredi, pas le samedi) en manifestations massives et jusqu'ici pacifiques. (Les gilets Jaunes de Montpellier ont immédiatement voté pour leur soutien.) L'ironie de la situation est que la police algérienne s'est retenue contre la violence, alors qu'ici, en France, le niveau de répression menée contre les gilets Jaunes me rappelle le climat oppressant de répression policière que j'ai connu en tant qu'étudiant à Paris pendant la guerre d'Algérie.

Post-scriptum :

Article traduit par Elizabeth Leier

Notes :

[1] Voir James Surowiecki : *The Wisdom of Crowds : Why the Many Are Smarter Than the Few and How Collective Wisdom Shapes Business, Economies, Societies and Nations*

[2] <https://www.mediapart.fr/studio/panoramique/allo-place-beauvau-cest-pour-un-bilan>

[3] Notre groupe Montpellier / Peyrou, qui incarne l'autonomie typique du de gilets jaunes, bien que ravi d'assister à la manifestation du 13 octobre (pour laquelle on a délivré un permis), se réserve le droit de rompre avec le groupe officiel pour de marcher où bon lui semble et revenir quand ils choisissent. Vous ne pouvez « avoir » un droit que si vous l'utilisez. Pendant l'Acte 21, après avoir couru autour de la ville avec les policiers sur leurs talons, ils se sont retrouvés sur la place principale et ont spontanément formé une très longue file et ont commencé à danser une danse médiévale improvisée au rythme des tambours, des flûtes et des bruiteurs.